

Samir AMIN

1. La nouvelle question agraire : trois milliards de paysans menacés

L'agriculture capitaliste, commandée par le principe de la rentabilité du capital, localisée presque exclusivement en Amérique du nord, en Europe, dans le cône sud de l'Amérique latine et en Australie, n'emploie guère que quelques dizaines de millions d'agriculteurs qui ne sont plus véritablement des « paysans ». Mais leur productivité, fonction de la motorisation (dont ils ont presque l'exclusivité à l'échelle mondiale) et de la superficie dont chacun dispose, évolue entre 10 000 et 20 000 quintaux d'équivalent-céréales par travailleur et par an.

Les agricultures paysannes rassemblent par contre près de la moitié de l'humanité – trois milliards d'êtres humains. Ces agricultures se partagent à leur tour entre celles qui ont bénéficié de la révolution verte (engrais, pesticides et semences sélectionnées), néanmoins fort peu motorisé, dont la production évolue entre 100 et 500 quintaux par travailleur et celles qui se situent avant cette révolution, dont la production évolue autour de 10 quintaux seulement par actif.

L'écart entre la productivité de l'agriculture la mieux équipée et celle de l'agriculture paysanne pauvre est devenu phénoménal comparativement à ce qu'il était il y a un demi siècle. Autrement dit les rythmes des progrès de la productivité dans l'agriculture ont largement dépassé ceux des autres activités, entraînant une réduction des prix relatifs de 5 à 1.

Dans ces conditions si, comme l'impose désormais l'Organisation Mondiale du Commerce depuis la conférence de Doha (Novembre 2001), on « intègre l'agriculture » à l'ensemble des règles générales de la « compétition », assimilant les produits agricoles et alimentaires à des « marchandises comme les autres », quelles en seront les conséquences certaines, dans les conditions d'inégalité gigantesque entre l'agro-business d'une part et la production paysanne de l'autre ?

Une vingtaine de millions de fermes modernes supplémentaires, si on leur donne l'accès aux superficies importantes de terres qui leur seraient nécessaires et s'ils ont accès aux marchés de capitaux leur permettant de s'équiper, pourraient produire l'essentiel de ce que les consommateurs urbains solvables achètent encore à la production paysanne. Mais que deviendraient les milliards de ces producteurs paysans non compétitifs ? Ils seront inexorablement éliminés dans le temps historique bref de quelques dizaines d'années. Que vont devenir ces milliards d'êtres humains, déjà pour la plupart pauvres parmi les pauvres, mais qui se nourrissent eux mêmes, tant bien que mal, et plutôt mal pour le tiers d'entre eux (les trois quarts des sous-alimentés du monde sont des ruraux) ? A l'horizon de cinquante ans aucun développement industriel plus ou moins compétitif, même dans l'hypothèse fantaisiste d'une croissance continue de 7 % l'an pour les trois quarts de l'humanité, ne pourrait absorber fut-ce le tiers de cette réserve.

Alors que faire ?

Il faut accepter le maintien d'une agriculture paysanne pour tout l'avenir visible du XXI^e siècle. Non pour des raisons de nostalgie romantique du passé, mais tout simplement parce que la solution du problème passe par le dépassement des logiques du libéralisme. Il faut donc imaginer des politiques de régulation des rapports entre le « marché » et l'agriculture paysanne. Aux niveaux nationaux et régionaux ces régulations, singulières et adaptées aux

conditions locales, doivent protéger la production nationale, assurant ainsi l'indispensable sécurité alimentaire des nations et neutralisant l'arme alimentaire - autrement dit déconnecter les prix internes de ceux du marché dit mondial - ,comme elles doivent – à travers une progression de la productivité dans l'agriculture paysanne , sans doute lente mais continue – permettre la maîtrise du transfert de population des campagnes vers les villes .Au niveau de ce qu'on appelle le marché mondial la régulation souhaitable passe probablement par des accords inter régionaux, par exemple entre l'Europe d'une part , l'Afrique , le monde arabe , la Chine et l' Inde d'autre part, répondant aux exigences d'un développement qui intègre au lieu d'exclure.

2. Les soutiens à l'agriculture dans le monde contemporain réel et « l'échec » de Cancun (Septembre 2003).

L'OMC ignore ce défi gigantesque auxquels les sociétés du Sud sont confrontées. En revanche les questions inscrites à son agenda (la question des « subventions » à l'agriculture) ont été choisies et sélectionnées pour servir exclusivement l'objectif d'ouverture des marchés du Sud aux exportations des excédents agricoles du Nord.

- Le volume global des dépenses publiques « agricoles » s'élevait en 1995 selon l'OMC à 286 milliards de dollars. Au moins 90 % de ces dépenses sont effectuées par les pays de la triade (Etats Unis et Canada, Union Européenne, Japon).

L'OMC « classe » ces dépenses publiques agricoles en quatre catégories, dites boîtes rouge, orange, bleue, verte. Le critère de ce classement serait le degré d'influence de ces dépenses sur les productions et surtout les « prix » des produits agricoles (prix de production, prix de vente par les agriculteurs, prix à la consommation). Dans les boîtes rouge et orange l'OMC place celles de ces dépenses qu'elle estime avoir un impact sur les prix en question, tandis qu'elle place dans les boîtes bleue et verte celles qui n'en auraient pas, selon les jugements de cette organisation.

Au total on retrouverait :

(i) dans les boîtes rouge et orange	:	124 milliards de dollars
(ii) dans les boîtes bleue et verte	:	162 milliards de dollars

Ce classement est d'importance pour l'OMC, puisque les mesures dites de « libéralisation » de l'agriculture, visant à traiter les productions agricoles comme des productions marchandes ordinaires, ne concernent que les dépenses des premières boîtes, lesquelles sont censées devoir être progressivement réduites, selon un calendrier fixé par les négociations au sein de l'OMC. Les Etats demeurent donc libres de maintenir le volume de leurs dépenses classées bleues ou vertes, ou même de les augmenter. Ce qui est d'ailleurs un fait accompli depuis une dizaine d'années.

Le critère sur lequel est fondé le classement de l'OMC ne tient pas la route. En réalité, les quatre boîtes en constituent une seule, qualifiée à juste titre de « boîte noire ». Car en effet toutes ces dépenses ont un impact évident sur la production, son volume et son efficacité, et par delà sur les prix. Leur objectif est d'ailleurs de l'avoir. Et elles l'ont. Le concept donc de « couplage » et de « découplage » qui définirait les différentes formes de dépenses publiques en question d'une part, les productions et les prix d'autre part, ne repose sur aucune base solide. Il relève de l'alchimie de « l'économie pure » ; et en fait, sert d'argument de

circonstance manipulable dans un sens ou l'autre selon qu'on cherche à légitimer ou délégitimer tel ou tel objectif de politique économique.

- La nature et la portée des politiques agricoles des pays du Nord, doivent être replacées dans le cadre du défi tel que je l'ai défini dans la première section, non à partir des seuls points retenus par l'agenda de l'OMC (les « subventions »).

Les avantages du Nord dans ce domaine (comme dans les autres) sont structurels. De surcroît le succès même des politiques agricoles mises en œuvre en Europe (notamment la PAC) et aux Etats Unis est à l'origine de capacités productives des pays en question qui dépassent largement ce que leurs marchés intérieurs peuvent absorber. L'Union Européenne et les Etats Unis sont donc devenus, dans le moment actuel, des exportateurs agressifs de leurs surproductions. La volonté « d'ouvrir » les marchés du Sud à leurs exportations agricoles et alimentaires, dont l'OMC est l'instrument, procède de cet objectif.

Mais au delà de l'examen des questions à l'ordre du jour (notamment de l'agenda de l'OMC et de la conférence de Cancun) et de leur traitement particulier, une par une, une vision alternative d'ensemble des politiques agricoles – dans le Nord et le Sud et partant pour ce qui concerne les échanges mondiaux – est incontournable.

Les pays du Sud n'ont certainement pas les moyens de faire face au défi par l'imitation chez eux des politiques agricoles mises en œuvre dans le Nord, si même cela faisait sens dans leurs conditions (ce qui est douteux). Ils n'en ont pas les moyens. Cela ne signifie en aucune manière qu'ils n'aient pas besoin d'avoir leur propre politique de développement de leur agriculture, prenant soin à la fois des exigences d'accélérer le progrès de sa productivité et de maîtriser le changement social (éviter la désintégration des campagnes et la bidonvillisation). Ces politiques doivent également intégrer des objectifs nationaux, en premier lieu l'autonomie alimentaire (aux niveaux des Nations et de régions convenables).

S'ils le font les pays du Sud ont non pas seulement le droit, mais le devoir de protéger ces politiques par la gamme la plus convenable de moyens efficaces adaptés, non seulement par le choix des tarifs exigés, mais aussi par l'adoption éventuelle de mesures quantitatives (contingentements et autres). Au delà même de ces moyens directs la protection du développement de l'économie nationale implique très certainement des politiques nationales cohérentes dans toute une série de domaines, en premier lieu la gestion de la monnaie nationale et du change.

Au delà des subventions à l'agriculture d'autres volets des politiques agressives du Nord sont à prendre en considération. Le super monopole que l'agro-business entend renforcer à son bénéfice sous prétexte de « protection de la propriété intellectuelle et industrielle », en imposant des semences sélectionnées fabriquées par les firmes de ce secteur doit être activement refusé, en bloc, entre autre par les pays du Sud. Cette question constitue d'ailleurs l'une des facettes du grand problème de l'écologie et de l'environnement. Les pratiques défendues par les libéraux dans ce domaine vont du pillage pur et simple des connaissances séculaires accumulées par les paysans du Sud, à la destruction de la biodiversité et au soutien à des options dont les dangers à terme peuvent être gigantesques (OGM par exemple).

Ces idées – constructives d'un projet alternatif (l'altermondialisation) – ont progressé dans les opinions et trouvé un reflet dans les échanges de vues occasionnés par la dernière conférence des Non Alignés (Kuala Lumpur, Février 2003).

- « L'échec » de la Conférence de Cancun (Septembre 2003) doit donc être salué comme une victoire des peuples. Le seul fait que l'ensemble des pays du Sud ait rejeté le diktat concocté au sein de la très peu transparente OMC est une victoire. Mais celle-ci demeure ambiguë. Car ce que les pays du Sud ont rejeté ce n'est pas le « principe du libéralisme » (l'ouverture franche et réciproque de tous les marchés à tous) mais seulement les modalités de sa mise en œuvre proposées par l'OMC, des modalités qui traitent de manière scandaleusement inégales les pays selon qu'ils sont du Nord ou du Sud. Il faut aller au delà, car la mise en œuvre d'un « libéralisme authentique » serait catastrophique pour les paysans du Sud en tout état de cause (c'est à dire avec ou sans subventions aux exportations agricoles du Nord).

Les revendications et les luttes conduites par les mouvements paysans (nous en prendrons l'exemple de la Chine et de l'Égypte) permettent-ils de dessiner les linéaments d'une alternative ?

3. La formation d'un contre pouvoir paysan en Chine

- La population de Chine s'élevait en 2000 à 1 200 millions d'habitants dont deux tiers de ruraux (800 millions). Une projection simple à l'horizon 2020 (vingt ans) démontre qu'il serait illusoire, voire dangereux, de croire que l'urbanisation pourra réduire sensiblement le nombre des ruraux, même si elle parvient à en abaisser la proportion.

Une croissance démographique de l'ordre de 1,2 % par an portera la population de la Chine en 2020 à 1 520 millions. Par ailleurs admettons que la Chine parvienne à soutenir une belle croissance de ses industries et des services modernes localisés dans les zones urbaines, au taux de 5 % l'an. Pour y parvenir la modernisation et les exigences de compétitivité imposeront certainement que cette croissance ne soit pas produite exclusivement par un mode d'accumulation extensif (les « mêmes industries et services » qu'à l'heure actuelle, mais en plus grand nombre), mais par un mode partiellement intensif, associé à une forte amélioration de la productivité du travail (à un taux de l'ordre de 2 % l'an). La croissance de l'offre d'emplois urbains serait alors de 3 % l'an, portant le chiffre de la population absorbable en zone urbaine à 720 millions. Ce dernier chiffre inclurait le même volume de population urbaine actuellement réduite soit au chômage, soit à des emplois précaires et informels (et ce volume n'est pas négligeable). Néanmoins leur proportion serait alors fortement réduite (et ce serait déjà un beau résultat).

Une simple soustraction montre alors que 800 millions de Chinois – le même nombre qu'aujourd'hui mais dans une proportion réduite de 67 % à 53 % de la population totale – devraient demeurer ruraux. S'ils sont condamnés à émigrer en ville, parce qu'ils n'ont pas accès à la terre, ils ne pourront qu'y grossir une population marginalisée de bidonvilles, comme c'est le cas depuis longtemps dans le tiers monde capitaliste. Une projection à plus long terme – quarante ans – conforterait cette conclusion .

- Depuis le milieu du XIXe siècle, les classes dirigeantes de la Chine moderne ont développé une conscience aiguë de ce défi. En fait un double défi : accroître la production vivrière non seulement pour nourrir (sans famines permanentes) tous les paysans, mais

également pour soutenir une urbanisation/industrialisation/modernisation nécessaire. A la fois pour permettre la croissance agricole elle même et pour assurer l'indépendance politique et militaire de la Chine.

Par la force des choses les mouvements paysans se sont déterminés à partir des conséquences que les « modèles » successifs mis en œuvre par le pouvoir ont entraîné pour la paysannerie dans son ensemble et pour chacune des différentes classes dont elle est constituée. Les luttes qu'elles ont menées se sont cristallisées autour d'objectifs pour l'essentiel défensifs (« s'ajuster avec astuce », « résister sans le proclamer »), parvenant parfois à faire reculer les projets des classes dirigeantes. Mais elles ont également, par delà ces stratégies de défense, amorcé l'expression d'objectifs alternatifs propres, fussent-ils partiels. Par ailleurs, les forces politiques et sociales dominantes au pouvoir sont parfois parvenues à canaliser ces mouvements de « réponse » des classes paysannes ; elles ont aussi souvent échoué à le faire. Dans tous les cas, le pouvoir a employé tous les moyens à sa disposition pour empêcher l'unification du mouvement paysan à l'échelle nationale. Demeuré de ce fait fragmenté ce mouvement n'a pas acquis la capacité de se poser en interlocuteur – acteur participant sur pied d'égalité avec les autres composantes de la société (la bourgeoisie, les classes populaires urbaines, le pouvoir) à la définition des stratégies globales de développement du pays. En les contraignant à ne « s'occuper que de leurs affaires propres » le pouvoir est parvenu à empêcher les mouvements paysans de prendre la mesure exacte de l'interdépendance entre les aspirations des paysans qu'ils expriment et les exigences de l'urbanisation / industrialisation / modernisation, qu'ils ignorent.

- Le modèle maoïste s'était inspiré du modèle soviétique de collectivisation, lui-même modulé par la « pensée-mao-ze-dong ».

On parlait de Kautsky : il faut accélérer la modernisation, dégager un excédent de travailleurs appelés à l'exode rural pour urbaniser à la hauteur des besoins, transférer une partie du surplus agricole produit par cette modernisation au bénéfice de l'accumulation industrielle. Pour le faire le socialisme, entendu comme la substitution de l'Etat aux propriétaires privés du sol, permettrait de le faire mieux que le capitalisme. La grande exploitation agricole (fut-elle sous la forme juridique de la coopérative), équipée, mécanisée, était d'emblée considérée comme plus efficace (en termes de productivité à l'hectare et productivité du travail) que la petite propriété paysanne, comme il en est dans l'industrie. Par ailleurs les échanges agriculture/industrie, désormais « planifiés » pourraient ainsi échapper aux lois de la valeur telles qu'elles s'expriment sur des marchés « libres ».

La mise en œuvre de ce modèle a donné des résultats certainement positifs, mesurables en termes de croissance agricole et globale, meilleure en Chine que partout ailleurs dans le tiers monde, de surcroît infiniment moins inégale : 6,2 % de croissance annuelle du PIB ; 3,4 % pour l'agriculture (soit une fois demie mieux que pour tout le reste du tiers monde) ; courbe de Lorenz incomparablement meilleure qu'ailleurs en Asie.

Mais les limites du modèle furent atteintes en l'espace d'une vingtaine d'années de succès : l'intensification du travail atteignant le plafond du possible (200 à 270 journées de travail par travailleur et par an contre 160 avant la collectivisation) ; les inégalités d'un village et d'une province aux autres (du fait que la même réforme radicale opérait dans des situations très inégalement réparties du point de vue du potentiel collectif de l'unité affectée) ; inégalités villes/campagnes oscillantes et mal maîtrisées par la planification non marchande.

- Aujourd'hui la paysannerie chinoise se réorganise pour d'abord résister à l'offensive libérale. Il y a au départ un droit acquis auquel les paysans chinois tiennent qu'ils défendent et qu'on sait qu'ils défendront avec encore plus de force si le pouvoir venait à le remettre en cause brutalement. Ce qui est acquis c'est le droit égal pour tous à l'accès à l'usage de la terre, obtenu par une réforme agraire radicale que les paysans chinois ont soutenu activement.

La décollectivisation entreprise par Deng Xiao Ping n'a pas remis en cause ce droit, mais au contraire l'a réaffirmé dans toute sa plénitude et, pour cette raison, a été bien reçue. D'autant que les formes de gestion des collectifs, autoritaires et rigides, avaient fini par « fatiguer » et perdaient leur légitimité dès lors qu'elles avaient donné tout ce qu'elles pouvaient et bloquaient la poursuite de l'amélioration des niveaux de vie.

La décollectivisation ouvrait un chapitre nouveau pour l'économie paysanne chinoise. Très rapidement – en l'espace de quelques années – les paysans chinois dans leur immense majorité (observations constatées) ont pris conscience que la petite exploitation familiale n'était pas outillée pour répondre à leur aspiration – vivre mieux (et pour cela produire plus). Ils se sont orientés alors, par eux mêmes, dans la direction de la reconstruction de formes coopératives. Mais, à la différence du mouvement de collectivisation précédant, celui-ci part d'en bas ; l'initiative ne vient ni du parti, ni de l'Etat, mais des paysans eux mêmes. Les formes de ces nouvelles coopératives méritent donc d'être observées de près.

Ce qu'on observe, c'est que les mouvements paysans ont donné une grande ampleur à l'expansion des formes coopératives nouvelles, en particulier au cours des années 1992 à 1995. Mais dans un « grand désordre » paraît-il. C'est du moins ce qu'en a dit le pouvoir qui s'est fixé l'objectif à partir de 1999 de « dissoudre » les coopératives en question, pour ne laisser la place qu'à des formes « capitalistes classiques » de crédit agricole. Mais ; selon les observateurs de terrain, les coopératives résistent, s'adaptent avec astuce à la succession des textes qui sont censés réguler leurs activités ... Batailles en cours ...

La question des coopératives nouvelles ne peut être analysée en l'isolant de l'autre dimension du défi chinois : le financement de la modernisation/industrialisation urbaine.

Le pouvoir, dans ses formules nouvelles, imaginait laisser aux mécanismes du marché et aux politiques de finances publiques (fiscalité et subventions) le soin de donner sa solution au problème, comme il en est dans le capitalisme classique. En termes très globaux les résultats ne paraissent pas minces : en 1950, 400 millions de paysans nourrissaient 50 millions d'urbains, en 1980, ils étaient respectivement 800 millions et 200 millions et aujourd'hui 800 millions et 400 millions. Il reste que le système de l'articulation villes/campagnes est loin d'être parvenu à des formules définitives : les systèmes de fiscalité et de subventions demeurent désordonnés et révisés au coup par coup sans que ne se dégage le principe de leur stabilisation efficace, les marchés de produits vivriers fluctuants à l'extrême.

- Le débat idéologique sur les perspectives de la réforme du système (le « socialisme de marché ») n'est pas moins important que les leçons qu'on peut tirer de l'observation des mouvements à travers lesquels s'expriment les aspirations des paysans.

Ce débat est fortement polarisé.

A un pôle les « libéraux » intoxiqués, comme partout dans le monde, par le « virus libéral ». Le contenu de leur discours est connu d'avance : la question de l'accès au sol est réduite au

principe de l'établissement de formes stables et définitives de la propriété privée au sens plein et vulgaire du terme (le « sol marchandise »). Les partisans chinois de cette voie tournent carrément le dos aux leçons de leur propre histoire qui pourtant démentent les conclusions de la rhétorique creuse du discours de l'institutionnalisme américain.

A l'autre pôle les « radicaux ». Tâche facile pour eux : démontrer que la voie libérale conduit à ce qu'ils qualifient à juste titre « d'impasse de l'Amérique latine ». Entendant par là que si la Chine est un pays pauvre où l'on ne voit que peu de (très) pauvres, dans l'Amérique latine opulente (avec un potentiel de terres arables gigantesque) on ne voit que des pauvres. Tel est le capitalisme réellement existant, le seul possible.

Tâche plus difficile : rénover la doctrine de la « nouvelle démocratie » pour en renforcer la capacité à soutenir un progrès à la fois économique et social.

La Chine dispose dans ce domaine d'un atout majeur – l'héritage de sa révolution – qui lui permettrait de produire l'un des « modèles » possibles de ce qu'il faut faire. L'accès égal de tous à la terre est en effet un droit fondamental, reconnu jusqu'à ce jour en Chine (et au Viet Nam). L'illusion suprême serait qu'en y renonçant, c'est à dire en attribuant à la terre le statut de marchandise comme le suggèrent tous les propagandistes du capitalisme en Chine et ailleurs, on pourrait « accélérer la modernisation ».

L'intervention des mouvements initiés par la base (paysanne en l'occurrence), gérés par elle, autonomes vis à vis du pouvoir, retrouve ici ses fonctions décisives dans l'invention des alternatives. Les intellectuels chinois radicaux qui suivent de près ces mouvements en sont parfaitement conscients.

On retrouve ici la question fondamentale de la démocratie, conçue non pas comme une formule donnée une fois pour toute, qu'il n'y a plus qu'à « appliquer », mais comme un processus toujours inachevé ; ce qui conduit à lui préférer le terme de démocratisation. Celle-ci doit alors savoir combiner, dans des formulations sans cesse plus complexes et riches, les exigences incontournables de leur définition en termes de « procédures » précises (l'Etat de droit dans le langage simplifié) et en termes « substantiels », entendant par là la capacité de l'exercice de cette démocratisation à renforcer l'impact des valeurs du socialisme sur les processus de décision à tous les niveaux et dans tous les domaines.

Partir des mouvements sociaux réels, construire leur convergence et à partir de là identifier plus clairement les objectifs d'étape et les avancées possibles dans la perspective alternative au capitalisme réellement existant, la formule n'est pas moins valable pour la Chine que pour tous les autres pays du monde. On n'avancera pas dans cette direction tant que l'initiative des transformations reste monopolisée par les classes dirigeantes et que les mouvements sociaux (paysans en l'occurrence) se limitent à « résister » à celles de ces initiatives qui entrent en conflit avec leurs aspirations (ou à soutenir les autres). La démocratie nouvelle renouvelée ne peut être qu'authentiquement démocratique.

En dépit des difficultés auxquelles il est confronté le mouvement des paysans chinois est suffisamment puissant (on parle de 300 millions de ruraux plus ou moins « organisés » dans ce mouvement) pour que le pouvoir le considère déjà comme un « contre pouvoir » avec lequel il lui faut compter.

4. Renaissance et limites du mouvement paysan en Egypte

- Le système de l'économie égyptienne (1880-1950) était articulé autour de la monoculture du coton, sur laquelle se greffaient des activités financières et commerciales et quelques industries légères en expansion parallèle à la celle des exportations de la fibre végétale. Géré par l'alliance sociale hégémonique associant le grande propriété agraire capitaliste et le capital étranger, le système trouvait le fondement de sa croissance dans celle de la consommation de la minorité de ses bénéficiaires. Dans ce système l'agriculture, à la fois fournissait les exportations principales et couvrait les besoins alimentaires essentiels à des prix permettant de maintenir les rémunérations du travail à des niveaux très bas. L'Etat ne remplissait aucune fonction allant au delà du strict maintien de l'ordre. Forme de capitalisme périphérique dépendant certes, ce système ne bénéficiait néanmoins pas moins d'une pleine cohérence.

Le projet de populisme national de la phase nassérienne s'était proposé de lui substituer une autre cohérence fondée sur l'industrialisation. Le rôle de l'agriculture était alors conçu comme devant participer au financement de celle-là, tandis que la relative stagnation des niveaux de vie paysans que cela impliquait était compensée par une réduction des inégalités au sein du monde rural (objectif de la réforme agraire). Maintenir la capacité de l'agriculture de couvrir les besoins alimentaires du pays, fut-ce au détriment de l'ancienne croissance des exportations de coton – auxquelles devaient se substituer celles de produits manufacturés – constituait un objectif cohérent avec la logique d'ensemble du projet. L'Etat était devenu l'agent actif de la transformation, par ses dépenses sociales (éducation et santé nécessaires à la modernisation/industrialisation), ses interventions de redistributions du revenu (contrôle des prix et subventions), et son rôle dans la planification de l'économie (facilitée par la prépondérance de la propriété publique).

Ce modèle n'est parvenu à se déployer avec succès que pendant un temps court – une décennie, de la guerre de Suez 1956 à celle de 1967. Son érosion rapide, a été le produit combiné de ses déficiences propres et des stratégies agressives mises en œuvre par l'impérialisme et son instrument régional (Israël). Ce qui a suivi, avec le « libéralisme » des trois décennies, 1970, 1980 et 1990, s'est traduit par un démantèlement du modèle des années 1960 sans que ne lui soit substitué un projet alternatif cohérent véritable.

- L'agriculture égyptienne ne couvre plus que 50 % de la consommation de blé. La tendance à la détérioration est indiscutable, pour les trois dernières décennies du XXe siècle. Les importations de produits alimentaires, venues en compensation du déficit alimentaire qui s'aggrave, ont donc mis un terme au rôle que l'agriculture avait rempli, celui d'être le fournisseur principal des moyens de payer les importations exigées par le développement industriel. Le déficit de la balance agricole représente donc désormais un tiers de celui de l'ensemble de la balance commerciale de l'Egypte.

La réduction du déficit alimentaire n'est pas seulement une exigence politique – celle de réduire la vulnérabilité du pays face aux manœuvres politiques et aux logiques de déploiement des stratégies économiques de l'impérialisme. Elle est devenue, pour l'Egypte, une condition essentielle de la poursuite d'un développement industriel quelconque, car la capacité de couvrir les importations exigées par celui-ci est d'autant réduite que la balance de l'agriculture devient déficitaire du fait de la dépendance alimentaire grandissante.

- Les réformes agraires de l'époque nassérienne avaient eu une portée certaine, mais limitée. Elles avaient permis un transfert de la propriété de la classe des latifundiaires en faveur des couches de paysans moyens ; mais elles avaient laissé pour compte les sans terre et l'écrasante majorité des minifundiaires (exploitants de moins d'un feddan – un demi hectare).

La remise en cause progressive de la réforme agraire au cours des trois dernières décennies du XXe siècle s'est soldée, au plan social, par une réaccélération des phénomènes de polarisation. Les paysans riches et les capitalistes agraires (entreprises gérées par des firmes de l'agro-business incluses) – dont les exploitations excèdent 10 feddans – contrôlent désormais plus d'un tiers de la superficie des terres agricoles. Coincés entre les ambitions des paysans riches et des capitalistes pressés de s'emparer de superficies supplémentaires et les paysans pauvres dans la situation dramatique desquels ils risquent de tomber à leur tour, les paysans moyens constituent l'essentiel du corps du mouvement paysan renaissant, visiblement depuis les années 1990.

- L'Egypte a l'expérience d'un mouvement paysan important qui se dessinait dans les années 1940 et 1950, alors que le modèle ancien du système coton-monarchie épuisait ses effets d'entraînement de l'ensemble du système économique. Influencé par les communistes, le mot d'ordre « la terre à qui la travaille » s'infiltrait dans les campagnes et amorçait pour la première fois un mouvement associant paysans sans terre et paysans pauvres et paysans moyens, entraînant une série d'évènements sanglants (Behietam, Koufour Negm).

La réforme de 1952 est donc venue juste à point pour désamorcer le danger de guerre civile. Mais la réforme, si elle donnait satisfaction aux paysans moyens, abandonnait les pauvres à leur sort. Ceux-ci ont réagi et réclamé la radicalisation de la réforme, comme en témoigne les violences du cas du village de Kamsheesh. La répression mise en œuvre avec la plus grande fermeté par le pouvoir – et le repli des communistes sur des positions de soutien du régime à partir de 1955-1956- ont fermé la porte à toute velléité de radicalisation.

- Le mouvement qui renaît est, jusqu'à présent, celui de la paysannerie moyenne. Le prolétariat rural et la paysannerie pauvre n'y participent pas.

Par ailleurs ce mouvement de la paysannerie moyenne semble avoir été fort lent à réagir aux mesures de libéralisation et de surcroît, dans l'expression de ses dernières revendications – à partir de l'adoption de la loi de 1992 qui en principe traite pour la première fois la production agricole et la terre comme des « marchandises ordinaires », adoptant le discours des « experts américains » détachés au Caire et de l'OMC- est demeuré fort modéré, appelant seulement le gouvernement à « amender » la loi – sans plus.

Les raisons de cette situation tiennent aux deux faits suivants :

(i) L'habileté de l'appareil d'Etat (justice inclus) appelé à ne mettre en vigueur les nouvelles lois que « progressivement », et à éviter les heurts.

(ii) Les effets de l'émigration égyptienne massive vers les pays pétroliers à partir de 1973. La migration égyptienne se compte par millions et, par sa rotation, a bénéficié à la presque totalité des familles, en particuliers rurales puisque deux tiers des émigrants sont des villageois, moyens ou pauvres. Les paysans moyens ont ainsi été capables de financer la modernisation non seulement de leurs conditions de vie (logement) mais également de leurs exploitations agricoles.

Les paysans pauvres et le prolétariat rural ont également bénéficié à leur manière de la migration, confortant des activités annexes modestes (achat d'un taxi ou d'une camionnette), voire couvrant leur consommation de survie par le tirage sur les économies faites à l'extérieur. Leur émigration en masse a d'ailleurs produit un effet qui leur est bénéfique : la main d'œuvre d'appoint nécessaire à certains moments cruciaux du cycle de la production s'est faite rare, permettant ainsi un relèvement sensible des salaires saisonniers.

Il n'y a pas de doute que la migration massive a largement contribué à retarder les luttes collectives, à la campagne comme à la ville, où elle est responsable de l'affaiblissement du militantisme syndical. Mais cette migration semble désormais tirer à sa fin. Les partis politiques organisés ont évidemment réagi et répondu à leur manière au mouvement paysan renaissant. Les deux partis de gauche (le Tagammu et le Parti Nassérien) ont ouvertement et formellement soutenu les rassemblements de milliers et dizaines de milliers de paysans à travers tout le pays, dans toutes les préfectures et sous-préfectures du Nord au Sud, particulièrement nombreux dans la seconde moitié des années 1990. Mais ils ne les ont pas « organisé », et n'ont pas osé tenter de leur offrir un cadre de représentation nationale unifiée. Craintifs à l'extrême, ils ont prôné la retenue et tempéré l'ardeur des manifestants. Les partis islamistes se sont remarquablement tenus à l'écart.

Le mouvement paysan lui-même demeure donc émietté, ce qui permet aux partis de gauche de parler en son nom à travers de maigres comités de coordination qu'ils ont mis en place à cet effet. Les propositions de ces comités sont modérées et sont concentrées dans trois rubriques :

(i) L'amendement de la loi sur les fermages et le retour au plafonnement des loyers par la voie de la loi.

(ii) Le soutien à la reconstruction de coopératives indépendantes du pouvoir, gérées démocratiquement et librement par leurs adhérents, l'objectif étant de corriger les déséquilibres des marchés (des intrants, des ventes des productions et du crédit) en faveur des paysans.

(iii) La restitution à l'Etat de ses responsabilités, notamment l'exercice de son devoir qui fut traditionnel en Egypte de décider du choix des cultures permises sur les parcelles de l'exploitant, l'objectif étant de protéger l'autonomie alimentaire du pays.

Il est possible que ce programme soit acceptable et crédible dans le court terme et qu'il puisse ainsi gagner en efficacité, permettant un large rassemblement de la paysannerie moyenne et la sympathie de toute la nation à l'endroit de ses revendications.

Il reste que ce programme ignore le principe du droit égal d'accès à la terre de tous les paysans, sans terre et pauvres inclus, qui avait constitué l'axe du programme des communistes égyptiens jusqu'aux années 1950. De ce fait le programme en question avancé actuellement au nom du mouvement paysan persiste dans son exclusion des pauvres – deux tiers de la population rurale paysanne. Aucune solution aux problèmes fondamentaux du pays et aucune stratégie efficace pour le long terme ne sont possibles tant qu'on s'en tiendra aux seules revendications – légitimes – des couches moyennes menacées par le déploiement sauvage du libéralisme.

5. Conditions naturelles semblables, réponses sociales différentes **Engager une campagne mondiale pour le droit à la terre.**

- La Chine, le Viet Nam, l’Egypte et le Bengla Desh souffrent d’une rareté extrême des terres arables disponibles rapportées à la population paysanne.

La Chine et le Viet Nam ont fait des révolutions radicales, fondées sur le principe de l’accès égal à la terre de tous les paysans, sans terre et pauvres en premier lieu. C’est par la mise en œuvre de ce principe, quelqu’ait été le caractère bureaucratique de l’encadrement à travers lequel il opérait, que ces deux pays sont parvenus à maintenir leur autonomie alimentaire (la Chine nourrit correctement 22 % de la population de la planète avec 6 % de ses terres cultivées ; le Viet Nam également). Ils y sont parvenus en assurant de surcroît un minimum d’inégalité sans pareil ailleurs au monde. Sans doute le principe même d’égalité dans l’accès à la terre, et plus encore les modalités de sa mise en œuvre effective, sont-ils à terme menacés par les évolutions des vingt dernières années. Mais cela constitue un autre problème.

Les pouvoirs en place au Bengla Desh et en Egypte n’ont jamais fait leur ce principe d’accès égal à la terre, même pour ce qui concerne l’Egypte dans son moment de la plus forte radicalisation nassérienne. Au delà des inégalités sociales criantes associées à ce refus, celui-ci vulnérabilise à l’extrême la société, la nation et son économie. De ce fait l’alignement sur les principes du libéralisme mondialisé a produit dans un temps record et dans les deux pays des ravages destructeurs à l’extrême du tissu social et national. Pour ce qui concerne l’Egypte cet alignement s’est déjà soldé par une dépendance alimentaire dramatique, une accélération des inégalités sociales et la dislocation du système économique.

Cette comparaison réduit à néant la portée du discours conventionnel dominant qui, pour ce qui concerne l’Egypte et le Bengla Desh, attribue l’échec de leur développement rural et d’ensemble à la pauvreté de leurs conditions « naturelles » et à leur démographie.

- Les deux exemples de la Chine et de l’Egypte parmi d’autres témoignent de la montée des résistances paysannes, à travers toute l’Asie et l’Afrique, de l’Inde à l’Afrique du Sud, des Philippines à l’Ethiopie et à l’Afrique de l’Ouest.

Organiser une campagne d’ampleur mondiale pour la reconnaissance du droit à la terre de tous les paysans du monde constituera le moyen de fonder la solidarité entre ce vaste front paysan anti-libéral naissant et son allié potentiel naturel que constitue celui des mondes ouvriers et urbains. Il s’agit là d’un droit essentiel pour la survie de la moitié de l’humanité. Ce droit n’a pas encore trouvé sa place dans les différentes « chartes de droits » adoptées par la communauté internationale.